

solidar

solidar
FOUNDATION

MANIFESTE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2024

Les élections pour le Parlement européen de 2024 vont se tenir à un moment historique. Nous nous trouvons à la croisée des chemins et, bien que les enjeux soient très importants, ces élections ouvrent une voie à suivre. Nous sommes convaincus de notre capacité à transformer les multiples crises actuelles en une opportunité de réimaginer notre avenir commun. Nous avons la conviction que ce moment de l'Histoire nous offre la possibilité de changer fondamentalement nos sociétés et nos économies, pour le bien de la planète et de ses habitants. Ce changement nécessite d'agir dès maintenant, à tous les niveaux de la société et avec tous les acteurs, mais il est possible. Cette transformation fondamentale demande à l'Europe d'intensifier et d'accélérer la transition écologique, de protéger et de renforcer la démocratie, d'améliorer la justice sociale et de promouvoir des solutions alternatives à l'économie d'extraction, d'exploitation et axée uniquement sur le marché, qui définit et détruit actuellement nos sociétés et le monde vivant. Nous, les représentants de la société civile, les syndicats et autres forces progressistes, avons un rôle de premier plan à jouer dans la montée en puissance, la négociation et la mise en œuvre de ces changements.

La guerre ravage une fois de plus l'Europe. L'UE se doit de rester unie dans sa condamnation de l'agression menée par la Russie, de ses crimes de guerre et de sa brutalité, mais aussi dans le soutien qu'elle apporte à l'Ukraine. Nous appelons la Russie à cesser le feu immédiatement et à retirer ses troupes des territoires occupés comme un signe de sa volonté à entamer des pourparlers de paix significatifs. Il ne peut pas y avoir de paix sans justice, et pas de pourparlers de paix fructueux sans mesures concrètes. Face à cette situation dangereuse, nous appelons l'Europe à se positionner au cœur d'un nouvel ordre de sécurité internationale. La notion de sécurité commune, telle qu'établie par la Commission Palme, et celle de sécurité humaine ne peuvent se concrétiser qu'au travers d'un engagement renouvelé envers l'interdiction des armes nucléaires, le contrôle et le désarmement des armes mutuelles, ainsi qu'en menant des actions collectives en faveur de la durabilité et la justice sociale par le biais d'une transition juste. À l'heure actuelle, l'impact de la guerre se ressent en Europe par l'augmentation de l'instabilité sociale et économique et par les crises en matière de production et d'offre de l'énergie, ce qui renforce les inégalités et entraîne des effets désastreux pour le climat et l'environnement. Il est évident que nous ne parviendrons pas à une paix et à une sécurité humaine pérennes en ouvrant une nouvelle course aux armements ou à des dépenses militaires en hausse constante qui écrasent toute tentative de créer l'avenir durable dont nous avons besoin.

Nous vivons certes à une époque de crises, tant sur les plans climatique et environnemental, sanitaire, socioéconomique que du logement et du coût de la vie. L'Europe doit montrer que nous sommes capables de répondre simultanément à l'ensemble de celles-ci. Nous devons nous inspirer de l'unité, de l'esprit de résolution et de la

conviction commune qui se sont manifestés face à la pandémie de COVID-19, de la réponse à la guerre d'agression menée par la Russie, et, malgré toutes leurs imperfections, des progrès réalisés vers une Europe plus sociale et plus écologique. Mais notre cadence est trop lente, et nos actions trop limitées.

Le prochain quinquennat du Parlement européen et de la Commission européenne sera décisif pour l'Europe et le monde. Ces prochaines années seront cruciales, car la fenêtre d'opportunité est en train de se fermer très vite. Les changements doivent être plus rapides, plus importants et plus systémiques que jamais, et ils doivent pouvoir s'attaquer aux racines de ces maux de la société. Mais nous ne pourrons pas faire grand-chose si nous n'obtenons pas une majorité progressiste au Parlement européen. Il est donc impératif que la société civile progressiste s'engage dans ces élections ! Nous devons nous mobiliser dans le cadre d'une vaste campagne qui encourage les personnes à voter pour défendre nos valeurs, nos croyances et nos convictions communes ; une campagne qui explique pourquoi une transition juste vers un avenir durable est le seul moyen de faire face aux nombreuses urgences actuelles, de renforcer notre résilience, de faire avancer nos rêves et de réaliser nos aspirations progressistes pour une Europe plus juste, plus égalitaire, plus libre et plus démocratique !

NOUS AVONS BESOIN D'UN CHANGEMENT SYSTÉMIQUE !

Six propositions progressistes pour une transition juste

SOLIDAR souhaite voir une Europe qui continue à mener la transition, un Parlement et une Commission entrants qui s'appuient sur ce qui a été réalisé et qui poussent à un changement plus rapide et plus ambitieux, en accord avec ce que la science nous dit être nécessaire. Vers un avenir durable, vers une Europe pour tous et avec tous, une Europe fondée sur la sécurité commune et humaine, les droits de l'homme et la justice sociale. Une Europe qui transforme nos sociétés en plaçant la paix, les personnes et la planète au cœur de notre évolution.

En tant que mouvement représentant plus de 50 organisations progressistes de la société civile à travers l'Europe et au-delà, nous appelons à un changement systémique qui approfondit la transition à travers six demandes principales : une transition socialement juste, une économie redistributive et centrée sur le bien-être, une approche de la migration basée sur les droits et la solidarité, une révolution numérique inclusive et juste, une Europe unie contre le racisme, le fascisme et les forces totalitaires, et en faveur d'un espace civique prospère dans lequel la société civile est représentée par le biais du dialogue civil.

1. Une transition socialement juste vers la neutralité carbone doit être au cœur de toutes les politiques, dans le but de transformer nos sociétés !

2. Mettre fin aux inégalités croissantes qui rompent notre contrat social et aller vers un système social et économique de redistribution et de bien-être !

3. Les migrations définissent notre avenir commun, nous avons besoin d'une réponse européenne axée sur les droits et la solidarité !

4. La révolution numérique définit nos vies et notre avenir, nous avons besoin d'investissements et de politiques qui garantissent la liberté, les droits et l'égalité !

5. Les mouvements réactionnaires, autoritaires et racistes se multiplient, nous voulons une Europe pour tous et avec tous !

6. La société civile est le fondement de nos démocraties. Protégez l'espace civique et gardez le dialogue civil !



1. Une transition socialement juste vers la neutralité carbone doit être au cœur de toutes les politiques, dans le but de transformer nos sociétés !

Pour SOLIDAR, une « transition juste » signifie bien plus qu'une mesure corrective pour certains secteurs sous la forme d'une aide financière et d'une amélioration ou d'une requalification des travailleurs. Bien qu'il s'agisse d'éléments importants, une transition juste est pour nous un concept plus holistique et proactif, qui devrait englober l'ensemble de la société et toutes les politiques. Une transition juste garantit que nous ayons tous une place dans la transition et que les plus vulnérables, les plus pauvres et les plus marginalisés ne soient pas sacrifiés dans le processus. Qu'aucune partie de l'Europe ou du monde ne soit laissée pour compte. Que la résilience et la prospérité soient construites à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de notre continent, de sorte que les charges et les coûts ne soient pas transférés ailleurs, et que les injustices et les inégalités systémiques et historiques soient reconnues et traitées, faute de quoi il sera impossible de tenir les promesses de l'Agenda 2030. Une transition juste permettra : un partage juste et équitable des coûts, les plus gros pollueurs et les plus riches contribuant le plus, un travail décent, garanti sur un marché du travail qui met l'accent sur la productivité des ressources plutôt que sur celle du travail, des prestations et un soutien qui atteignent ceux qui ont les besoins les plus importants et qui sont confrontés aux risques les plus élevés, et des droits sociaux qui sont protégés tout au long du processus.

Dans les années à venir, l'Europe renégociera le Pacte vert, jettera les bases de son budget à long terme, discutera des modifications potentielles aux traités, ainsi que de son autonomie énergétique, des innovations en matière de logement, des

politiques de transport et de nombreuses autres propositions et stratégies importantes pour lutter contre le changement climatique, la dégradation de l'environnement et l'appauvrissement de la biodiversité. Dans tous ces processus, il est essentiel que le pilier européen des droits sociaux soit pleinement mis en œuvre par des mesures concrètes, qu'il soit intégré dans toutes les politiques visant à la transformation. Nous proposons un *Accord de transition juste pour l'Europe* afin de garantir que toutes les politiques visant à guider l'Europe à travers les crises vers une économie du bien-être et un État-providence socioécologique soient définies par cette approche globale. Une transition juste constitue le principe directeur de notre mouvement, preuve que les politiques sociales et écologiques sont les deux faces d'une même pièce. Toute autre approche que cette double approche n'est que du déni de solution : reconnaître l'ampleur du problème, mais proposer des solutions insuffisantes et inadéquates.



2. Mettre fin aux inégalités croissantes qui rompent notre contrat social et aller vers un système social et économique de redistribution et de bien-être !

Il devrait désormais être clair pour tout le monde que nous ne pourrions pas surmonter ces crises multiples à l'aide des mesures d'austérité ou de prudence financière, et que le statu quo ne nous apportera pas le changement dont nous avons besoin. Nous devons repenser de nombreuses vérités anciennes, et faire preuve de plus d'audace et d'un esprit beaucoup plus perturbateur qu'auparavant face aux circonstances nouvelles et menaçantes qui sont les nôtres. Nous

devons repenser notre modèle de croissance et concevoir des politiques macroéconomiques qui vont au-delà du PIB tel qu'il est défini actuellement, afin de créer une économie qui ne pille pas les gens et la planète dans le seul but de s'étendre, mais qui est enracinée dans le monde vivant, une économie qui « prospère au lieu de croître », pour reprendre les termes de Kate Raworth. Dans le cadre d'une transition juste, les inégalités structurelles à l'origine de la discrimination à l'égard des femmes et d'autres groupes socialement défavorisés doivent être éliminées.

La dimension externe de toutes les politiques doit être prise en compte, en partant du principe qu'il n'y a pas de solution européenne à ces crises. Les économies du Nord n'ont atteint leur niveau de développement actuel que parce que le Sud a été freiné par des relations de dépendance coloniale qu'il ne pourra jamais « rattraper ». Une transition juste doit donc conduire au développement d'un nouveau système de relations et de dynamiques internes et externes basé sur l'inversion de la logique capitaliste dominante d'aujourd'hui ; nos sociétés et nos économies ne peuvent prospérer que si nos populations et notre planète le font aussi, et non pas en réifiant tout et partout. Nous avons besoin d'investissements privés et publics massifs, d'une fiscalité progressive et redistributive, d'un cadre réglementaire et juridique redéfini ainsi que de politiques sociales ambitieuses et transformatrices qui garantissent un travail décent, conformément à l'agenda de l'OIT, une protection sociale, des logements abordables et l'apprentissage tout au long de la vie comme base d'un nouveau contrat social. Nous devons promouvoir les économies sociales fondées sur la solidarité, les coopératives et les organisations à but non lucratif en tant que modèles pour notre avenir commun, en tant que solutions alternatives centrées sur les personnes au développement économique basé sur le profit, des exemples qui renforcent la résilience et favorisent des

solutions communes, au lieu de la concurrence et de la destruction mutuelle. Le bien-être de nos citoyens européens est essentiel et va de pair avec la création de l'Union européenne de la santé, qui peut réduire les inégalités entre les États membres. Nous voulons une Europe qui se définisse par une économie du bien-être et un État-providence socioécologique, qui utilise sa voix et sa place dans la politique mondiale pour atteindre cet objectif.



3. Les migrations définissent notre avenir commun, nous avons besoin d'une réponse européenne axée sur les droits et la solidarité !

La migration est un phénomène courant dans l'histoire de l'humanité et, bien que les flux migratoires augmentent quelque peu au niveau mondial, la plupart des migrations ont lieu au sein d'un même pays ou entre des pays du Sud. Pourtant, la migration vers l'Europe est actuellement l'un des principaux champs de bataille politique, dominé par les récits de l'extrême droite. SOLIDAR s'oppose fermement aux politiques qui visent à construire des murs toujours plus hauts, qui externalisent la gestion des frontières de l'UE en la confiant à des États autoritaires refusant d'offrir une aide humanitaire aux nombreuses personnes qui risquent leur vie en mer ou sur terre. De même, nous rejetons l'approche partisane liée à la rhétorique xénophobe et raciste qui désigne à tort les migrants et la migration comme responsables des maux de la société, qui sont en grande partie le résultat du démantèlement de nos États-providence et de nos économies dysfonctionnelles. Actuellement, la plupart des fonds européens sont consacrés à la sécurisation et à la militarisation de nos frontières, plutôt qu'à l'investissement dans les personnes qui vivent et

viennent en Europe. Face au défi que représente l'accueil de millions de personnes fuyant l'Ukraine, nous avons pu constater à quel point l'Europe est capable d'agir lorsqu'elle le souhaite, et à quel point nous sommes forts lorsque nous mettons l'accent sur l'accueil et l'intégration des personnes. Cela devrait guider la politique migratoire et contribuer à reformuler nos propositions dans les discussions et les négociations en cours pour une approche européenne partagée.

Nous exigeons une politique migratoire européenne commune et globale fondée sur les droits de l'homme ! Une politique qui recherche des solutions mutuellement bénéfiques avec les pays tiers, basées sur la solidarité avec les personnes en déplacement et entre les pays. Une politique qui définit des voies d'accès sûres et régulières, qui aide les migrants dans le besoin aux frontières de l'Europe, qui soutient l'inclusion et la participation à long terme, et qui promeut un discours positif sur la migration et la diversité !



4. La révolution numérique définit nos vies et notre avenir, nous avons besoin d'investissements et de politiques qui garantissent la liberté, les droits et l'égalité !

La révolution numérique continue de redéfinir nos vies et nos réalités en Europe, progressant plus rapidement chaque année. L'évolution spectaculaire de l'intelligence artificielle, de la robotique et de la connectivité façonnera les années à venir, tout comme la puissance mondiale de quelques géants de la technologie. Nous avons besoin d'instruments nationaux et internationaux contraignants qui anticipent cette évolution afin de protéger la vie

privée, les droits sociaux et démocratiques, et qui garantissent la sécurité des personnes. Nous avons besoin d'une réglementation et d'une fiscalité qui alignent les évolutions dans ces sphères publiques sur l'intérêt et les besoins du public, et de politiques de redistribution qui garantissent que les profits sont réinvestis dans les citoyens qu'ils devraient servir. Nous devons investir suffisamment de ressources dans la lutte contre les inégalités régionales et socioéconomiques existantes en matière d'aptitudes et de compétences, ainsi que dans la gestion des effets attendus sur le monde du travail. L'éducation à la citoyenneté numérique et l'apport de compétences numériques de base et transversales sont encore plus essentiels, pour garantir que la transition numérique conduise à une plus grande justice sociale au lieu de creuser les inégalités préexistantes et d'en créer de nouvelles. Nous ne devrions pas numériser tous les services et tous les aspects de la société, car pour de nombreuses personnes, cela rendrait impossible l'exercice et l'accès à leurs droits. Lors de la fourniture de services essentiels, il convient de trouver un juste équilibre entre les possibilités offertes par la numérisation et les risques d'exclusion qui lui sont inhérents.

Nous demandons une approche entièrement nouvelle de la sphère numérique, la considérant comme un bien public et un espace public, qui remette en question la logique même du capitalisme des bases de données, dans lequel les utilisateurs sont traités comme étant simplement monnayables et comme étant une source de revenus. Nous demandons à l'UE d'être l'acteur mondial dans le processus de renforcement des droits humains, sociaux et économiques à l'ère numérique. Nous avons besoin d'une transformation numérique qui fonctionne pour les personnes et la planète, qui améliore nos sociétés, nos démocraties, et qui sert à combler les inégalités existantes et nouvelles !



5. Les mouvements réactionnaires, autoritaires et racistes se multiplient, nous voulons une Europe pour tous et avec tous !

Les forces conservatrices, radicalement de droite et racistes gagnent du terrain en Europe. Des partis aux racines fascistes et néonazies remportent des élections et siègent au gouvernement dans plusieurs États membres. Cela entraîne des reculs, non seulement en matière de droits et de libertés démocratiques, mais aussi en ce qui concerne le climat et les politiques environnementales, sociales et inclusives, ainsi qu'une présence accrue du révisionnisme et des manipulations de l'information. Ces forces sont aidées par de puissants géants médiatiques dans de nombreux États membres, qui prennent pour cible nos sociétés ouvertes, nos libertés, nos avancées et nos mouvements progressistes. L'Europe doit tout mettre en œuvre pour protéger les droits des femmes sur leur propre corps, pour lutter contre la violence fondée sur le genre, et pour combler l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. Nous devons lutter davantage contre les politiques misogynes et la violence à l'égard des femmes. L'Europe doit défendre fermement les droits et les libertés que nous avons conquis de haute lutte au cours du siècle dernier. L'Europe doit agir contre les politiques réactionnaires et les programmes radicaux qui déshumanisent l'autre et encouragent les délits de haine contre les communautés LGBTQI+ et racialisées. Il existe un risque réel que le nouveau Parlement européen soit caractérisé par une majorité contrôlée par ces forces antidémocratiques. Si c'est le cas, en tant que société civile progressiste, nous nous battons avec tous les moyens que nous avons !

Il ne faut pas se leurrer, il s'agit de la nouvelle ligne de front de la politique européenne et nous devons

être prêts. Nous nous joignons à l'appel pour une réponse antifasciste, pour une société civile unie dans la défense des droits humains et des libertés démocratiques ! Notre réponse unifiée, en tant que société civile et syndicats, doit s'accompagner d'un recours plus fréquent à des mesures punitives à l'encontre des États membres qui ne respectent pas les fondements démocratiques de l'Union, qui ne protègent pas l'État de droit et l'indépendance de la justice, qui attaquent la société civile, les syndicats et la presse libre, ou qui tiennent des propos antidémocratiques ou haineux.



6. La société civile est le fondement de nos démocraties. Protégez l'espace civique et garantissez le dialogue civil !

L'espace civique est menacé dans toute l'Europe et dans le monde entier, car le rôle et la place de la société civile dans la société sont de plus en plus remis en question et mis à mal dans plusieurs pays. Nous le constatons à travers de nouvelles législations, des réductions de financement et des propositions et récits politiques hostiles. En tant que réseau d'organisations progressistes de la société civile promouvant la citoyenneté active mondiale et représentant des millions de membres à travers l'Europe, nous nous trouvons en première ligne dans la lutte contre ces menaces. Nos membres donnent aux citoyens les moyens d'agir individuellement et collectivement aux niveaux local et national, comblant ainsi un vide crucial causé par les réductions des dépenses publiques et les politiques néolibérales qui affaiblissent l'État-providence. Le rôle essentiel qu'ils jouent quotidiennement dans la promotion de l'inclusion et de la cohésion sociales, en tant qu'élément vital

de notre tissu démocratique, doit se refléter dans leur participation aux processus d'élaboration des politiques.

Il existe aujourd'hui une opportunité de renforcer l'accès de la société civile à l'élaboration des politiques, grâce à l'intérêt croissant au niveau de l'UE pour les modèles de délibération et de participation des citoyens. Cet intérêt devrait se traduire par la mise en œuvre du dialogue civil et social, de la détermination conjointe, ainsi que par un soutien accru à l'offre d'une éducation à la citoyenneté active si nous voulons combler le déficit démocratique de l'UE et donner suite aux conclusions de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Il est impératif qu'il existe un lieu institutionnalisé permettant aux citoyens et résidents engagés et actifs de l'UE de participer et d'exercer une influence sur toutes les politiques, ainsi que sur les accords et partenariats internationaux de l'UE, par le biais d'un dialogue civil structuré, ouvert et transparent, ainsi que d'un dialogue social. Dans le cas contraire, les politiques et les relations manqueront à la fois de qualité et de précision, favorisant une vision néolibérale et élitiste de l'avenir de l'UE.

Le recul inquiétant en Europe et dans le monde de l'espace civique nécessaire pour garantir la vie et la santé de la société civile et des syndicats doit être stoppé. L'Europe doit agir avec détermination pour protéger et garantir la voix de la société civile et des citoyens dans la transformation en cours, pour réprimer toute nouvelle tentative de limiter les droits et libertés démocratiques et pour continuer à mettre en œuvre de nouvelles formes de participation. Nous demandons instamment à l'UE d'intensifier son engagement dans ce sens et de mettre en place une stratégie européenne pour la société civile afin de s'attaquer de manière globale et efficace à ces tendances antidémocratiques dont nous sommes témoins dans toute l'Europe. Nous travaillerons avec toutes les forces politiques qui sont prêtes à nous soutenir dans ces demandes pour une société civile dynamique et pour des syndicats forts !

solidar solidar FOUNDATION

À PROPOS DE SOLIDAR ET DU RÉSEAU À L'ORIGINE DU MANIFESTE

SOLIDAR est un réseau européen et mondial d'organisations de la société civile (OSC) qui œuvrent en faveur de la justice sociale par le biais d'une transition juste en Europe et dans le monde. Nos **quelque 50 organisations membres** sont situées dans 27 pays (dont 19 pays de l'UE) et comprennent des OSC nationales en Europe, des OSC non européennes, des organisations actives au niveau de l'UE et des organisations actives au niveau international. SOLIDAR représente et amplifie les voix et les demandes de ses membres au niveau européen et international. SOLIDAR organise son travail en faveur de l'apprentissage tout au long de la vie par l'intermédiaire de la Fondation SOLIDAR pour l'éducation progressive et la participation citoyenne.

Le réseau est uni par ses valeurs communes de solidarité, d'égalité et de participation.

Pour toute question concernant le manifeste et la campagne, veuillez contacter SOLIDAR à l'adresse suivante : giorgia.gusciglio@solidar.org

